

AMINATA TOURÉ

Femme politique sénégalaise, ancienne Première ministre

Lionel Zinsou, coprésident de SouthBridge, président du think tank Terra Nova, ancien Premier ministre du Bénin

Je vais maintenant vous laisser la parole, Aminata, ainsi qu'à vous, Serge, pour nous donner un aperçu de la situation en termes de perspectives. Sommes-nous dans une véritable reprise ? D'après ce que vous constatez, existe-t-il de fortes incertitudes ? Quelles pourraient être les conséquences politiques et sociales d'un phénomène qui, sur ce continent, a peut-être, dans un sens, été davantage une question humanitaire et sociale qu'une question de santé ?

Aminata Touré

Tout d'abord, je pense que l'OMS et les Nations Unies doivent des excuses à l'Afrique, et nous les attendons toujours. On a annoncé que nous allions mourir par millions, mais ça n'est pas arrivé, nous sommes toujours là et bien debout. Ces excuses doivent nous être présentées. Il y a eu de nombreuses théories selon lesquelles nous avons mieux résisté parce que nous avons pris beaucoup de chloroquine pour combattre le paludisme, etc. Cependant, je pense simplement que c'était sous-estimer les capacités et les aptitudes des pays africains à faire face aux crises. Pourtant, si l'analyse avait été plus approfondie, l'OMS aurait compris que nous avons la plus grande expérience en matière de lutte contre les pandémies.

J'étais Première ministre quand Ebola a frappé, en commençant par la Sierra Leone, puis la Guinée, etc. et mon expérience vient de la lutte contre cette maladie. Nous nous sommes donc appuyés sur cette expérience pour pouvoir prendre les bonnes décisions dans de nombreux pays. Le confinement n'a pas été total, il n'a parfois été appliqué qu'à moitié car il n'était pas possible en Afrique de procéder comme à Wuhan, mais je pense que les bonnes mesures ont permis de contenir et de limiter les dégâts. Il faut aussi reconnaître clairement que ce n'est pas un hasard si nous avons été moins touchés, c'est le résultat de sages prises de décisions, malgré leurs très lourdes conséquences négatives. Permettez-moi de vous donner l'exemple le plus simple, celui du Sénégal. Quand la pandémie a commencé, nous avions une croissance économique de 7 %, 12 mois plus tard nous étions en dessous de 1 %. C'est énorme, et il faut beaucoup de temps pour redresser la situation.

Vous devez également savoir, vous ne l'ignorez pas mais il est bon de le rappeler, que 70 % à 85 % de nos économies sont informelles, ce qui signifie qu'elles ne sont pas consignées dans des registres. Ce sont des gens normaux, comme on dit, des premiers ministres, etc., qui vaquent à leurs occupations en essayant de gagner leur vie au jour le jour. Quand on prend des mesures de restriction des déplacements et de limitation du temps de travail, on

vient toucher une énorme cohorte de populations. Il faut du temps pour s'en remettre et d'après mes constatations, nous sommes toujours en phase de récupération. C'est quelque chose que nous devons également reconnaître, et j'ai vu, il y a deux jours je crois, une étude disant que seulement à cause du Covid, nous pourrions perdre une partie de nos avancées de ces dernières décennies en matière d'espérance de vie.

Par conséquent, nous avons besoin d'une compréhension globale, comme vous l'avez dit, en reliant l'impact social et les perspectives économiques. Je pense que c'est très important dans la phase de reprise, ce qui signifie que nous ne devons pas seulement parler mais agir et soutenir un secteur vital, le secteur informel. Bien sûr, il y a toute une discussion sur la manière de passer de l'informel au formel qui va se poursuivre, mais pour l'instant, nous devons aider les populations à revenir à une vie normale. Dans de nombreux pays, dont le mien, quelques mois après le Covid, nous avons assisté à des troubles dans de nombreux endroits. Cependant, la vraie raison est que la situation n'était plus supportable. Les gens avaient perdu leurs moyens de subsistance et étaient tombés dans une indigence totale.

Dans le même temps, ça a été une expérience forte sur laquelle s'appuyer du point de vue de la gouvernance. Bien sûr, comme je l'ai dit, pour les plus pauvres et les plus vulnérables, ça a été dramatique, et ils sont encore en train de s'en remettre. Pour le gouvernement, en termes de budgétisation, nous avons également appris que nous pouvions compter sur nos propres amis, comme nous l'avons démontré en faisant preuve d'une grande résilience par rapport à ce que nous avons vécu. D'une certaine manière, le Covid a en quelque sorte réveillé les rêveurs que nous étions tous, et c'est pourquoi je suis vraiment heureuse que ce rassemblement ait lieu. Le premier dommage collatéral du Covid a été le multilatéralisme, la coopération internationale était morte. Nous le savons, il était impossible de se déplacer d'un pays à l'autre, les avions restaient au sol et tout était fermé et, bien sûr, nous avons tous été témoins de la bataille pour les masques, sans parler des vaccins. Cette question est très importante aussi.

C'est là qu'il est primordial de lier la santé et l'économie. C'est peut-être un slogan, mais c'est également vrai : personne n'est en sécurité tant que nous ne le sommes pas tous. Nous savons que l'ONU compte 194 membres, mais si l'on ne prend pas les bonnes mesures, on va se retrouver avec 194 variants du Covid. Nous resterons longtemps en crise si nous ne prenons pas les mesures appropriées, mais ce que nous observons, c'est le nationalisme autour des vaccins. Certains pays ont les moyens d'acheter des vaccins mais n'ont personne à qui les acheter, car certaines personnes en sont à leur troisième dose de vaccin alors que d'autres n'en ont reçu aucune. Comme cela a déjà été dit, nous sommes très privilégiés. Je ne sais pas combien de temps nous pourrions maintenir cette situation et, en même temps, espérer une reprise complète de l'économie internationale. C'est une chose à laquelle nous devons vraiment réfléchir et rapprocher davantage les communautés économiques et sociales, peut-être dans le cadre de forums comme celui-ci, ou de forums des Nations Unies et d'autres instances.

Il faut vraiment que nous réfléchissions à cela, mais nous avons également appris, du point de vue de la gouvernance, que des mesures immédiates et urgentes doivent être prises. C'est ainsi que l'Afrique construira son indépendance médicale et pharmaceutique. Cela me paraît être la question cruciale que l'Union africaine doit résoudre et sur laquelle elle doit progresser.

C'est ce que nous avons appris, parce que nous l'avons vu et que cela donne vraiment à réfléchir. Nous avons conceptualisé la mondialisation, le village global, etc., mais nous nous sommes rendu compte que nous en étions très loin. Nous avons immédiatement sombré dans un nationalisme très dur, comme nous n'en avons pas connu, je crois, depuis longtemps.

En Afrique, je pense que nous devons aller de l'avant en matière de projets collectifs. Le commerce entre nos pays ne représente que 12 %, et dans le reste du monde, il est de 60 % en Europe et, je pense, d'un peu moins de 60 % en Asie. Cela signifie qu'il existe une marge de développement, mais nous devons dépasser les frontières et voir comment nous allons mettre en place ce projet majeur, le premier étant comme je l'ai dit, l'indépendance médicale et pharmaceutique. La dernière chose que nous souhaitons, c'est que le Covid devienne un problème de santé publique permanent oscillant autour de 1 %, 2 %, 3 % pour toujours, mais c'est ce qui arrivera si nous n'adoptons pas la bonne marche à suivre. Nous savons qui souffrira le plus, comme dans toutes les pandémies, ce seront les plus vulnérables dans les zones rurales, la plupart du temps les femmes et les jeunes.

Rapprocher ce qui s'est passé de la stabilisation du continent et de la nécessité d'apporter en interne des réponses aux difficultés me semble très important. Cela ouvre la question de l'industrialisation, qui revient au même. Comme nous n'avons que 12 % de commerce entre nos pays, nous importons la plupart des biens que nous consommons. Nous nous rendons compte que nous devons produire des biens simples, et c'est aussi une opportunité pour le reste du monde d'investir en Afrique. Compte tenu de la pandémie et des leçons qui en ont été tirées, je ne crois pas que nous puissions repousser plus longtemps nos perspectives d'industrialisation. Je pense que le secteur pharmaceutique pourrait être un bon secteur, mais c'est vrai pour tous les secteurs, car nous sommes également confrontés à la question de l'approvisionnement en produits simples, comme les seringues. C'est la leçon que nous voulons vraiment tirer. Cela ouvre également la possibilité de créer des emplois sur un continent où 70 % de la population a moins de 35 ans.

C'est un mélange de choses. Bien sûr, nous avons résisté. Nous avons été résilients parce que nous avons été moins touchés et ce n'est pas un hasard, c'est parce que nous avons démontré que nous étions capables de prendre de bonnes mesures. En même temps, nous avons beaucoup souffert, car nous nous attendions à voir le multilatéralisme international et que nous ne l'avons pas vu, parce qu'il a tout simplement été rayé de la carte. Nous avons dû nous y attaquer nous-mêmes, ce qui est une bonne chose. Je pense que cela a renforcé notre confiance en nous, et nous devons poursuivre en ce sens en termes, comme je l'ai dit, de souveraineté dans le secteur médical et dans le secteur pharmaceutique, mais aussi en termes d'industrialisation. Je pense que c'est un défi, mais en même temps, cela a ouvert des voies sur lesquelles nous devons nous engager avec courage.

Lionel Zinsou

Merci beaucoup, Madame la Première ministre. Vous avez abordé la complexité et la dualité de la situation. J'ai beaucoup apprécié que vous disiez que l'Afrique a été résiliente et qu'elle a pris conscience de sa propre force. D'un sens, elle s'est bien organisée et rapidement, mais elle a été sous-estimée sur le plan mondial. L'Afrique s'est bien comportée et cette résilience n'est pas accidentelle. Cependant, vous avez mis l'accent sur la situation du secteur informel,



qui est une caractéristique importante que l'on peut avoir en commun avec certains pays du sous-continent indien. C'est très différent du reste du monde, car 50 % de notre PIB en Afrique subsaharienne est réalisé par le secteur informel, et dans votre pays, ce secteur représente probablement 80 % de l'emploi et 90 % dans le mien. Mais même dans les pays qui sont un peu plus avancés en termes d'évolution, comme ceux du Maghreb, il continue de représenter 30 % ou 40 % de l'emploi et reste le premier créateur de nouveaux emplois. Or, nous n'avons aucun moyen pour que le gouvernement soutienne efficacement ce secteur informel et en général, dans nos pays, les PME sont de très petites entreprises. Nous n'avons pas les mêmes ressources financières publiques pour soutenir les ménages, les PME et le monde des affaires en général que dans les pays de l'OCDE, notre situation n'avait rien à voir. Il est très important de souligner que cela a fait prendre conscience à tout le monde en Afrique, et je pense aussi dans une partie de l'Asie, que nous devons définir de nouvelles règles de gouvernance et développer l'indépendance, comme vous l'avez dit, dans les systèmes de santé et de production. Cela va accélérer la tendance consistant à apporter un changement majeur dans nos économies, car si nous pouvons être efficaces dans certaines situations extrêmes, nous avons des faiblesses structurelles. Ce qui est important, c'est que nous savons que nous pouvons les aborder et les traiter ; c'est un changement majeur. Il ne s'agit pas uniquement d'une question de récession et de reprise ; je pense que c'est un changement majeur pour l'avenir.